## 1re transformation

# L'avenir des scieries landaises en questions à Mimizan

**L'Observatoire du métier de la scierie s'est rendu début juin dans les landes de Gascogne afin d'animer un second débat autour de la scierie à l'horizon 2025, après celui de Rhône-Alpes au mois de mars.**

**Les landais se sont bien mobilisés autour du sujet «La scierie à l'horizon 2025». Une représentation forte de tous les acteurs gravitant autour de la scierie.**

Invité par Fabrice Gauthier, d'Affûtage mimizannais, et par la Fédération des industries du bois de Nouvelle-Aquitaine (Fibna), Maurice Chalayer, président de l'Observatoire du métier de la scierie, a mis en débat l'avenir des scieries à l'horizon 2025 et, en particulier, celles de Landes.

Plus de 35 participants, sylviculteurs, scieurs, fabricants de matériels, CRPF, Draaf, Chambre de commerce et d'industrie, interprofession, centre de formation se sont rendus à Mimizan le vendredi 7 juin.

L'amorce du débat a porté sur le constat que la crise des années 2008-2017 a rudement impacté le milieu du sciage français, et ce quelle que soit la région. Avec la perte de plus de 800 scieries entre 2008 et 2017, ce sont quelque 2 millions de m³ de sciage qui ne sont plus produits sur le territoire.

Autre constat, malgré la modernisation des scieries, le sommet des 10 millions de m³, maintenu depuis 1973, s'est abaissé cette dernière décennie pour se stabiliser aux alentours de 8 millions de m³. Une baisse qui laisse la porte ouverte aux sciages d'importation. Coup de canif supplémentaire dans le déficit de la balance commerciale estimé à -513 millions d'euros entre 2017 et 2018 pour le résineux en particulier. Le feuillus fait mieux puisque son solde est positif de quelque millions d'euros.

L'auteur de la recherche publiée dans *«Les évolutions de la scierie françaises» (1)* a évoqué quelques causes qui, selon lui, sont responsables d'une telle baisse de volume de production. D'abord des raisons conjoncturelles, telles que la crise économique, la chute des mises en chantier, la perte de confiance des consommateurs… Mais aussi des raisons structurelles, telles que l'arrêt de près de 80 scieries par an, le peu de reprise d'entreprises, des problèmes de recrutement, des problèmes d'acquisition de la matière première, en particulier dans le chêne, l'insuffisance de produits techniques… Des pistes de reconquête des marchés du sciage ont été tracées, avec en particulier en direction du bois raboté et des produits techniques : BMR, BMA, CLT… *«Pour ce faire, il conviendra de scier davantage tout en se disant que la concentration des scieries va se poursuivre et que, à l'hori-*

✔ ZOOM

### Synthèse de l'étude en novembre

Rappelons que la synthèse de l'étude «scierie 2025» entreprise en début d'année sera rendue le 15 novembre lors d'un séminaire organisé au sein de l'entreprise Forézienne MFLS. Conférences, film L'Appel de la forêt, d'Hervé Haon, et visite de la fabrique de lames de scie seront au programme de la rencontre. L'Observatoire du métier de la scierie enregistre dès à présent les préinscriptions : chalayermaurice@hotmail.fr

**Pour le scieur landais, Paul Lesbat, il conviendra dans un avenir proche d'améliorer la sécurisation des approvisionnements et, pourquoi pas, de mettre en place des contrats comme cela se fait déjà dans les forêts publiques.**

*zon 2025, on sera probablement à un effectif de 1.000 scieries*», analyse L'Observatoire du métier de la scierie. «*Dans l'hypothèse d'une reprise de volume et du retour au seuil de 10 millions de m³, il conviendrait que le secteur du feuillu, actuellement à 1,4 million de m³, passe en 2025 à 1,8 million de m³, soit une augmentation de 28%, et que le secteur du résineux actuellement à 6,8 millions de m³ passe à 8,2 millions de m³, soit une augmentation de 21%*».

## Retour d'avis des participants au séminaire landais

Confronté au bilan d'une France du sciage malmenée par cette dernière décennie éprouvante, des réponses ont été données par les participants landais qui, en préambule, n'ont pas manqué de signaler que le solde de la balance commerciale est positif en Aquitaine.

Cependant, il est admis par beaucoup qu'il sera difficile d'aller vers les volumes annoncés par l'étude de l'Observatoire du métier de la scierie. Tout du moins dans le secteur des Landes de Gascogne qui se relève péniblement des affres de la tempête Klaus de 2009. Le manque de matière première se fait cruellement sentir. Les volumes de bois mobilisés sont en baisse et très disputés par les différents acteurs : scieurs, dérouleurs, industriels de la pâte à papier, du panneau, de la bioraffinerie et de la chimie verte. Résultat des prix d'achat sur pied exponentiels depuis 2014 qui sont passés de 30 euros à 50 euros et plus. Sans parler d'une baisse d'attractivité pour le lambris, le produit phare et historique des landes.

Dans ce contexte, comment se projeter dans l'avenir, même proche ! Sans oublier les risques climatiques et sanitaires de plus en plus préoccupants, ainsi que le risque incendie toujours prégnant dans le Sud-Ouest. Il a été souligné que les importations de sciage sont trop importantes, que la qualité intrinsèque du pin maritime n'est pas toujours au rendez-vous (courbure, nodosité) et qu'un large déficit de la communication s'est creusé en une quinzaine d'année sur le produit lambris.

Cependant, des pistes de progrès ont été énumérées au cours de ce séminaire : «*Il est admis qu'il y a des retards à combler en matière de productivité et de rentabilité des scieries*», souligne l'Observatoire du métier de la scierie. «*Il convient d'améliorer les rendements matière, de recruter de nouvelles compétences en matière de conducteur de machines de sciage et de mieux faire respecter les cahiers des charges dans le domaine des approvisionnements. Il faudra très certainement aller vers une production autre que le traditionnel lambris, mais surtout combler le déficit de communication tant sur les produits que sur les métiers. En matière de développement, il conviendra de développer la R&D sur de nouveaux produits et process, de renforcer les capitaux propres afin de pouvoir investir et aussi d'apporter du conseil et de l'aide dans le montage des dossiers d'investissement, trop énergivore selon plusieurs participants.*»

Le mot de la fin a été donné par deux acteurs majeurs. Le premier, Paul Lesbats, dirigeant les scieries de Léon et de Saint-Perdon (100.000 m³ de sciages : 1/3 pour la décoration, 1/3 pour la construction et 1/3 pour l'emballage). Pour lui, «*il conviendra d'améliorer la lisibilité des apprivoisements. Cela passera peut-être par un système de contrats d'approvisionnement avec les sylviculteurs landais, forêt privée à 95%, comme celui du domaine public ! Le but principal, sécuriser l'approvisionnement et avoir une meilleure visibilité en matière d'investissement*». Le second, Eric Plantier, dirigeant de FP Bois à Mimizan (scieur de plus de 120.000 tonnes de bois ronds pour 60.000 m³ de sciages et fabricant de lambris) souligne : «*Il conviendra rapidement de dire les vérités sur le futur et surtout de chasser les fausses idées. Réfléchir aussi sur les meilleurs cycles sylvicoles du pin maritime à adopter. En clair, avoir de meilleures certitudes quant à l'avenir*».

La journée s'est terminée par la visite à Mimizan de l'atelier d'affûtage d'outils de scierie Affûtage mimizanais dirigé par Fabrice Gauthier. Occasion de montrer la fabrication et l'entretien des lames de scie aux sylviculteurs présents au séminaire.

De notre correspondant
**Maurice Chalayer**

*(1) L'Harmattan 2019.*